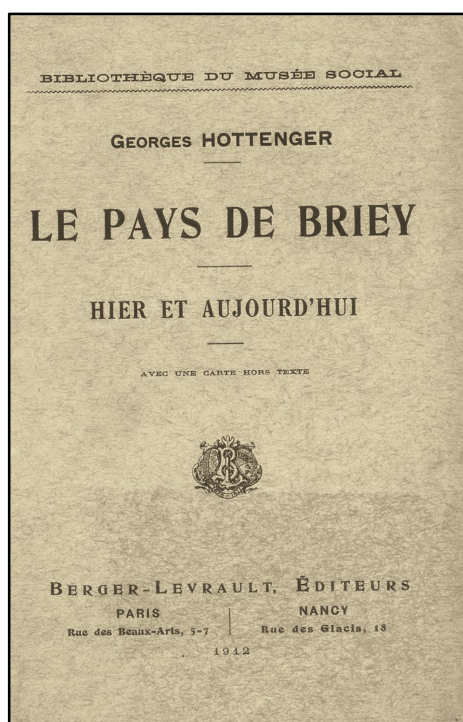


“La fin d'une population rurale” dans le pays de Briey

Le 1^{er} août 1914, c'est sous ce titre relativement “alarmiste” que le très sérieux mensuel technique et économique “*Revue Industrielle*” publie une chronique signée par son collaborateur régulier Albert Marnier. Ce texte paraissant à la veille du formidable bouleversement de la Grande Guerre sous la plume d'un technicien – plus qu'un sociologue ou démographe-, sa lecture attentive invite à confronter une vision quelque peu “parisienne” avec d'autres études évoquant la métamorphose du bassin de Briey. (1)

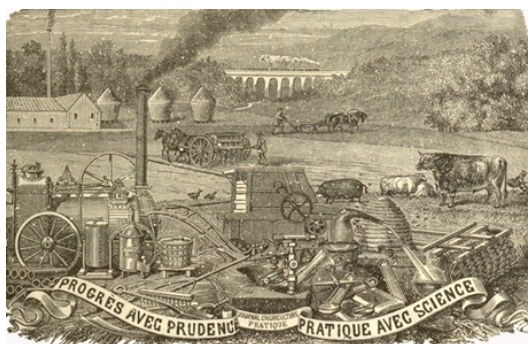
Retranscrite in extenso, la chronique de M. Marnier est agrémentée d'illustrations issues du fonds documentaire du C.P.H.J. et complétée d'un appareil critique lorsque cela a été jugé utile.



Couverture de l'ouvrage “*Le Pays de Briey - Hier et Aujourd'hui*” de Georges Hottenger, paru en 1912 (échelle ½).



Carte du bassin sidérurgique et minier de Briey, insérée dans l'ouvrage cité ci-dessus.



(1) In “*Revue Industrielle*” du 1^{er} août 1914 (pages 427 et 428). Plutôt spécialiste du matériel industriel (locomotives, appareils de levage dans les usines), A. Marnier collabore également avec plusieurs autres publications comme “*Le Mois scientifique et industriel*” ou “*La Revue de l'Automobile*”. Aussi, au début de l'article, l'auteur signale la source de ses réflexions ! En fait, il reprend mot pour mot un texte de M. **Arduin-Dumazet**, paru le mois précédent sous le même titre dans le “*Journal d'Agriculture pratique*” (avec l'illustration ci-dessus). M. Arduin-Dumazet indique lui, s'être inspiré de l'ouvrage de Georges Hottenger, “*Le Pays de Briey - Hier et Aujourd'hui*”, publié par “*Le Musée Social*” en 1912.

CHRONIQUE

La fin d'une population rurale.

On sait de quel magnifique épanouissement des richesses minières est le théâtre la partie de Lorraine restée française, confinante au pays de Metz et de Thionville. Ce terrain, autrefois complètement agricole, sans industrie ni commerce, devient soudain d'une prodigieuse activité ; soudain, parce que les richesses du sous-sol ont été révélées seulement depuis 1882 et sont mises en valeur depuis dix ans à peine.

Il y a là un foyer de travail comparable aux régions minières les plus animées du vieux monde. Sur le territoire de trois cantons, Briey, Audun-le-Roman et Conflans-en-Jarnisy, une population nouvelle venue pour la presque totalité de pays étrangers et, pour la plus grande part, d'Italie, a noyé un

petit peuple rustique. Celui-ci non seulement est submergé, mais il disparaît lui-même, attiré par la mine qui donne des salaires infiniment supérieurs en apparence à ce que la terre assurait à ceux qui vivaient d'elle.

C'est une page douloureuse de l'histoire agricole de ce pays. On n'en trouve pas l'équivalent, du moins à ce degré, dans les autres régions où le travail industriel s'est développé avec le plus de fougue, telles les plaines de Flandre et de l'Artois. On ne saurait dire que c'est la « *Terre qui meurt* », comme dans le titre si expressif d'un roman de René Bazin ; la terre continue à être exploitée, mais autrement et insuffisamment, **c'est la population rurale qui, peu à peu, s'évanouit.**



Rue principale du village de Trieux, inchangée, alors que la mine de Sancy-Trieux a débuté son exploitation en 1903.

Ce phénomène angoissant a été étudié dans le « *Journal d'Agriculture pratique* » » par M. Arduin-Dumazet d'après un des écrivains du Musée Social, M. Georges Hottenger, dans son livre sur le « *Pays de Briey — hier et aujourd'hui* ». Il fait le tableau de cette sorte d'évaporation rapide d'un groupement rural, avant de décrire la vie nouvelle de ce pays autrefois ignoré et tranquille, et que les tragiques souvenirs des événements dont il fut le théâtre en 1870 n'avaient pu tirer de son obscurité. Ce pays de Briey vit, en effet, les plus sanglantes batailles de l'année terrible. Sur ce qui nous en reste est Mars-

la-Tour. À la frontière même, sur le territoire annexé, sont Vionville, Rézonville, Gravelotte, Sainte-Marie-aux-Chênes et Saint-Privat.

Vers Metz et Thionville, avant la guerre, des mines de fer très riches étaient exploitées ; d'autres étaient reconnues. Les plénipotentiaires allemands de Francfort, éclairés par les géologues attachés à leur mission, exigèrent tout le territoire minier. On ne nous laissa que les placides campagnes de Briey et du Jarnisy, les vallées de l'Orne, du Wagot et de la Crusnes.



Nul ne pouvait prédire à ce pays un autre avenir qu'un lent développement agricole, car le sol est de qualité plutôt médiocre, le travail est pénible, la charrue demande de puissants attelages. Même c'était une des parties de la France où la dépopulation s'accroissait le plus rapidement. Si l'exploitation des mines l'a enrayerée, ce n'est qu'en apparence ; en réalité, la classe agricole n'a pas cessé de décroître par le nombre, et cela en d'effrayantes proportions. La plus grande surface du pays du Briey est dénudée, d'immenses étendues rappellent par leurs horizons monotones les campagnes du Cambrésis, avec je ne sais quelle âpreté en plus, due à la rudesse du climat que n'atteignent point les ef-

fluves marines. Vers le Sud et à la frontière cependant, des bois assez nombreux et parfois étendus contrastent avec la monotonie de la partie centrale. Ce sont les restes de la vaste forêt qui couvrait jadis toute la contrée et dont la forêt de Moyeuve, partagée entre Meurthe-et-Moselle et Lorraine annexée, est le plus grand fragment.

Ces bois furent pour beaucoup dans le maintien d'une population rurale relativement nombreuse; indivis, ils donnaient des parts d'affouage très appréciées ; de même les biens communaux assez étendus, mis alternativement à la disposition des habitants, empêchaient l'émigration par la crainte de perdre un avantage précieux aux yeux du paysan.



Image classique des villages du pays de Briey au début du XX^e siècle, avec notamment les réserves de bois des affouages entreposées sur les usoirs devant les maisons. (in F. Gérard, " *Le village lorrain du Moyen Âge à nos jours. Architecture et organisation spatiale des maisons* ")

Quand il y a douze ans à peine, les compagnies concessionnaires de mines commencèrent l'exploitation, on eût pu croire que l'arrivée de consommateurs nombreux allait faire maintenir une population rurale, qui trouverait dans les productions du sol davantage demandées et payées plus cher une raison de s'attacher plus étroitement au pays natal. Il n'en fut rien. Les propriétaires qui avaient la chance de posséder des terres sur le site choisi par les compagnies minières pour faire leurs installations, vendirent très cher ces emplacements et, pour la plupart, se croyant riches, quittèrent le pays. Les petits fermiers, les petits exploitants se laissèrent séduire par les hauts salaires de la mine et

formèrent le premier noyau du personnel industriel.

Cette catégorie de cultivateurs est la majorité dans le pays de Briey où la grande culture est rare, où le morcellement de la propriété est poussé à l'extrême. Les maîtres de grands domaines, d'ailleurs, ne vivent pas sur leurs terres, ils habitent au loin, laissant l'exploitation aux soins de fermiers. Il ne faut donc pas s'étonner si beaucoup de villages, situés jusqu'ici en dehors du champ d'exploitation des mines, continuent à voir leur population décroître, alors que ceux près desquels se sont creusés les puits deviennent d'énormes communes où le noyau rustique est submergé entre les cités ouvrières.



Vue des cités édifiées par la Mine de Valleroy en arrivant du village primitif.

Cependant, ces petits centres auraient pu tirer un grand profit du voisinage des mines en adaptant leurs productions aux besoins des groupes ouvriers. Mais si l'on a profité, au début, de ce marché soudain ouvert en vendant à des prix excessifs volailles, lait, légumes et œufs, nul n'a songé à étendre ces productions. Le lait trouvait difficilement preneur jadis à 10 centimes. Il vaut maintenant 25 ou 30 centimes ; mais sauf quelques propriétaires avisés, nul n'a songé à augmenter le nombre des vaches pour profiter de ce prix élevé. Un poulet qui, jadis, valait 1 fr. 25, dépasse aujourd'hui 5 francs, et cependant la quantité des volailles ne s'est pas accrue. Quant aux produits maraîchers, on n'en faisait guère ; on n'en fait pas davantage.

Résultat : le pays minier doit tirer de loin la plus grande partie des vivres que l'on pourrait facilement obtenir sur place à des prix très rémunérateurs ; il est obligé de demander au dehors ce que le paysan devrait obtenir et vendre. Les denrées sont fournies par les commerçants, eux-mêmes étrangers à la contrée, un très grand nombre Italiens. Comme tout a renchéri dans des proportions semblables, le paysan lui-même paie beaucoup plus cher que par le

passé les objets que son sol ne peut lui donner : vêtements, chaussures, etc., et c'est une nouvelle cause d'abandon de la terre qui ne nourrit plus son homme.

Dans les communes qui possèdent une mine en exploitation, une cause morale de dispersion de l'ancien élément cultivateur s'est manifestée. L'autochtone, celui dont les pères, au cours des siècles, ont créé le hameau, ne se sent plus chez lui ; même en ne tenant pas compte de l'élément non français, la mine, avec son directeur, ses ingénieurs, ses contremaîtres et une part considérable d'autres nationaux, fournit à la liste électorale un nombre de citoyens dépassant de beaucoup celui des gens du terroir. Ainsi pour citer quelques exemples, Moutiers avait 321 habitants avant l'établissement de la mine, il en a maintenant 1833 dont 1337 étrangers, soit 496 Français ; les Lorrains de la commune ont encore la majorité. Mais à Jœuf, il y avait 573 habitants, on en compte 9589 dont 5037 étrangers ; l'ancienne population est donc réellement diluée. De même à Homécourt, à Auboué, à Tucquegnieux, ailleurs encore, et ce n'est pas fini, la marée des nouveaux venus continue à monter.

La présence italienne dans la vallée de l'Orne. Parmi les ouvriers employés à la mine d'Auboué en 1911, se trouve une majorité de Transalpins originaire de l'Italie du nord.



Au 34 rue de Franchepré à Jœuf, un exemple de commerces tenus par des ressortissants italiens venus initialement pour être embauchés dans les mines et usines du bassin de Briey.

Aussi l'autochtone n'est plus rien dans la terre où il a pris souche à la suite de longues générations, le Conseil municipal et la mairie lui échappent, il se sent étranger dans son propre berceau. Une femme disait à M. Hottenger : « *C'est pire que si nous avions été annexés !* »

Les liens qui unissent la race au sol natal se rompent donc chaque jour davantage. Faut-il s'étonner si la population rurale disparaît ? Bien d'autres causes continuent à accélérer cette désagrégation. Ce n'est pas en vain qu'un élément bruyant, assoiffé de plaisir peu raffinés et de jouissances grossières, est venu s'agréger à l'élément rustique; celui-ci perd rapidement ses qualités natives.

On n'a rien fait pour atténuer ces raisons de décadence. Le sol n'est pas abandonné, mais la grande culture, avec son personnel restreint, va remplacer, elle remplace déjà la petite culture qui donnait l'animation aux campagnes et faisait des villages parsemés sur le plateau des foyers d'aspect heureux. Si le paysan avait été incité à établir des prairies naturelles et artificielles, il aurait eu le cheptel nécessaire pour fournir les cités ouvrières de lait, de beurre et de fromage ; il aurait pu et dû être aidé par les mines elles-mêmes qui ont une lourde

charge financière dans l'exhaure, c'est-à-dire dans l'extraction des eaux souterraines : celles-ci devraient servir à l'irrigation de prairies, alors qu'elles s'en vont inutiles dans les rus et les petites rivières. Ces terres à céréales permettraient d'élever en multitude les volailles qui se vendent si facilement aux mineurs, dont les salaires atteignent souvent de 10 à 15 francs par jour. Et les œufs se vendent jusqu'à 2 fr. 40 la douzaine. Il n'y en a jamais assez.

Les pommes de terre sont trop insuffisamment cultivées pour satisfaire des demandes sans cesse croissantes. Il y aurait pour la petite propriété, dans cette production, une ressource considérable, surtout si les syndicats agricoles se créaient pour centraliser les produits et les vendre dans les villages miniers. Quant aux autres légumes, on n'aperçoit pas de jardins maraîchers en parcourant le pays. Il faut tirer ces vivres frais d'autres régions, d'Auxonne, de Paris, de la vallée du Rhône et de Provence. Cependant, au long des cours d'eau, bien des terrains sont favorables à la culture maraîchère ; sur le plateau même les eaux d'exhaure, si elles étaient recueillies avec soin, permettraient de créer des jardins d'un grand produit, car les besoins vont croissant.



Dans la cité, « *chaque logement possède un grenier, une cave, et à chacun est adjointe, dans le jardin, une légère construction, où la ménagère remise ses outils de jardinage, où elle élève quelques poules et lapins : c'est souvent là le paradis des enfants.* » (photos et texte extraits du n° 4 de la revue « *Le Musée Social* », conférence de M. Gabriel Hanra, ingénieur-directeur des Mines de Saint-Pierremont).

Mais le cultivateur ne paraît pas se douter de la facilité et des avantages de cette transformation de ses méthodes. Il reste attaché à ses antiques procédés, la culture des céréales demeure prépondérante, et l'élevage s'attache surtout au porc préparé

Dans la cité ouvrière de Mancieulles en 1914 : un exemple montrant que la société exploitant la concession de Saint-Pierremont a édifié des cités-jardins permettant aux ouvriers de produire un complément alimentaire non négligeable pour leur famille.



avec soin, et dont la viande est de qualité supérieure. Cependant, ce n'est pas le bien-être, l'existence reste dure, le morcellement extrême du sol se prête peu à une rémunération suffisante par le blé.

Le paysan des centres miniers, pourtant, n'est pas sans tirer un bénéfice de l'élément ouvrier, mais il le fait au détriment un peu de sa dignité et de la vieille moralité du pays. Il loue à des taux exorbitants une partie de son logement et en tire souvent un revenu supérieur à ce que la terre donnait. Les nouveaux venus s'entassent, chassent peu à peu l'occupant dans une partie exigüe du logis. Et le cultivateur, dans son âpreté au gain, ne s'aperçoit pas des dangers sociaux que cette promiscuité lui attire.

La plus grande partie du bassin de Briey présente cet affligeant spectacle. Quelques communes ont échappé, mais ce n'est pas pour longtemps ; les concessions minières, tenues en réserve, ne tarderont pas à être exploitées, à leur tour ; les vallées de la Crusnes et de l'Othain, qui demeurent rustiques, sillonnent une contrée sous laquelle sont de puis-

sants gisements de fer siliceux considérés comme d'une valeur secondaire, mais que l'accroissement de l'industrie fera bientôt amener au jour. Alors il n'y aura dans tout ce pays, encore si placide en beaucoup de terroirs, que des bourgs ou des villes de mineurs, enveloppant les vieux villages devenus méconnaissables. Le petit exploitant paysan aura disparu, de grands domaines remplaceront cette poussière de menues propriétés, qui faisait vivre une population fermement attachée au sol par ses exigences de travail même. Peut-être cette agriculture sera-t-elle plus riche, mais elle aura remplacé le fermier, et le petit propriétaire exploitant, par des salariés mécontents de leur sort quand ils le compareront à celui des mineurs.

ALBERT MARNIER.

Une autre vision de l'essor du bassin de Briey

Afin de compléter et d'"*équilibrer*" cette présentation journalistique que nous avons qualifiée de "*parisienne*", nous avons jugé utile d'y ajouter quelques extraits de la conférence d'un personnage ayant participé "*en première ligne*" au développement minier du Pays-Haut. Il s'agit de quelques passages de la conférence donnée au Musée Social, le 20 mars 1914, par Gabriel Hanra, directeur des mines de Saint-Pierremont.

Est-il permis de laisser corrompre l'âme de nos concitoyens, nous est-il permis de nous désintéresser de leurs misères, d'ignorer leur famille ? Non, nous devons tout faire pour les arracher à la misère sous toutes ses formes, car elle est la source trop fréquente du mal et du vice.

Et comment y arriverons-nous ?

L'usine moderne, le travail souterrain en particulier, est une suffisante plaie pour qu'il vaille la peine de tenter de procurer au dehors un peu d'harmonie et de beauté aux ouvriers qui nous donnent la majeure partie de leurs efforts et de leur vie.

Tout rayon de soleil est une source de santé et de force. « Là où entre le soleil, dit un proverbe italien, le médecin n'a pas besoin de venir. »

Habiter une petite maison isolée, au milieu d'un jardin, dans une cité d'où la vue ne permet plus d'apercevoir même les cheminées de l'usine, mais où le regard montre de tous côtés des arbres, de la verdure, de grands espaces, n'est-ce pas pour l'ouvrier le véritable repos ?

C'est, comme nous allons l'exposer, ce que nous nous sommes efforcés d'obtenir aux mines de Saint-Pierremont.

Extrait de la page 124 de la publication du Musée Social, transcrivant le texte de la conférence de G. Hanra qui déclara avoir été inspiré par l'exemple de l'industriel et grand philanthrope mulhousien, Jean Dollfus, citant une de ses phrases célèbres : « *Le fabricant doit à ses ouvriers autre chose que le salaire* ».

Dans les derniers jours de décembre 1906, la Société des mines de Saint-Pierremont fut constituée en même temps qu'était nommé le directeur ; il avait de l'argent à sa disposition et un crayon.

Quelques jours après, celui-ci arrivait dans le bassin ; en descendant de voiture, et quelle voiture !... on lui montra trois ou quatre clochers de village en lui disant que c'étaient là les sommets de la concession qu'il avait à mettre en valeur.

A lui de se débrouiller dans ce pays nouveau dont il ignore les mœurs et les coutumes. On le regarde curieusement et sans grande sympathie, car là-bas les nouveaux venus, les « étranges » comme on dit, ne sont jamais accueillis à bras ouverts.

Cependant tout est à faire.

Aux connaissances de l'ingénieur pour la conception de la partie industrielle du siège doivent être jointes celles de l'architecte, de l'hydrologue, de l'hygiéniste et bien d'autres encore !

Blotti au creux de la vallée, sur les bords du Woigot et à 6 kilomètres au nord de Briey, le vieux village aux maisons basses, contre les murs desquelles les mousses et les ronces s'accrochent à tous les interstices de la pierre, abritait à peine 125 habitants.

Au bout de l'unique rue, ravinée, mal empierrée, bordée de fumier et encombrée par les multiples outils agricoles, se dresse l'antique église au clocher carré.

Je me rappellerai longtemps notre arrivée. Le temps était épouvantable ; des poteaux de télégraphe avaient été arrachés par la tempête, la rivière, subitement débordée, empêchait toute communication entre la gare et le village. Nous avons pu, par suite de l'obligeance d'un habitant de la commune, nous hisser sur une voiture de paille, et cabotés grâce aux ressorts en bois du véhicule et aux fondrières de la route, nous sommes parvenus, mouillés jusqu'aux os, à traverser le Woigot, débordé.

En face de la gare, qui du reste n'était ouverte au public que depuis deux mois, une seule maison était disponible, et je fus heureux, après maints pourparlers, d'en prendre possession.

C'était un café-restaurant, hôtel, magasin construit à la hâte ; dans la salle de café, je fis le bureau d'études, la cuisine fut transformée en bureau pour l'ingénieur, la comptabilité s'offrit la

petite salle à manger ; du magasin je fis mon bureau, et avec les deux ou trois premiers employés nous nous logeâmes dans les étages.

La première question qui se pose en arrivant est celle de l'achat des terrains ; et ce n'est pas une opération commode à mener à bien, car le paysan lorrain, madré, s'est bien vite rendu compte que l'étranger a besoin de lui, et il ne cédera son terrain qu'au prix fort. Une fois d'accord, il faut rapidement signer l'acte de vente, car le paysan revient souvent sur sa parole.

Heureusement, soutenu et conseillé par de bons acheteurs, nous réussîmes très rapidement à nous rendre acquéreurs d'une surface de 135 hectares d'un seul tenant, constitués par plus de 500 parcelles.

Bientôt après, géomètres, arpenteurs, dessinateurs etc..., entrèrent en campagne pour l'établissement des plans d'installation.

Nous eûmes tout d'abord à faire le tracé du raccordement pour déterminer l'emplacement futur de l'usine. Combien de voyages et de démarches furent nécessaires pour se mettre rapidement d'accord avec la Compagnie des chemins de fer, les Compagnies n'étant pas habituées à travailler aussi vite !

Enfin, en avril 1907, le tracé définitif du raccordement était arrêté et l'emplacement de l'usine put être délimité vers l'extrémité de ce tracé.

Une large bande de terrain en pente douce, longitudinalement et latéralement, fut réservée pour la future cité, et l'espace compris entre les chemins de fer et le vieux village le fut pour un groupe de maisons d'employés.

Enfin un autre emplacement, situé près de la gare, fut destiné à la création future d'un nouveau village indépendant de la cité et destiné à recevoir les commerçants et les services annexes du pays.

Des routes nouvelles ont été étudiées et tracées pour remplacer les chemins de terre absolument impraticables, et nous eûmes là encore bien des difficultés à vaincre, car il fallait compter avec les exigences des administrations, les crédits, le mauvais temps particulièrement désagréable dans nos sols argileux, etc...

Page 126 de la publication du Musée Social (op. cit.). Suite de l'installation du directeur des Mines de Saint-Pierremont et de ses premiers employés, G. Hanra détaille aussi l'ensemble des démarches effectuées pour créer de toutes pièces et le plus rapidement possible une entreprise minière opérationnelle.

